La fausse piste de la concurrence

Au lieu de compétition, la santé a besoin surtout de prévention, de réseaux de soins efficaces et d'une réforme du marché du travail source de trop nombreux maux physiques et psychiques.

Radicaux et démocrates-chrétiens reprennent en chœur l'antienne de la concurrence. Concurrence entre caisses maladie et entre prestataires de soins, voilà la potion magique qui doit enfin freiner, si ce n'est stabiliser l'irrésistible progression des coûts de la santé. Condition pour que fonctionne cette concurrence: la fin de l'obligation faite aux assurances de rembourser les factures de tous les soignants reconnus, l'obligation de contracter.

La concurrence peut stimuler à mieux faire, favoriser l'innovation. Mais érigée en principe absolu, elle conduit à la négation des avantages qu'on lui prête. Ainsi dans le domaine de la santé. Nous avons tous fait l'expérience, à l'hôpital comme chez le médecin, du gaspillage qui règne dans ce secteur - médicaments inefficaces, opérations inutiles, répétition des actes par manque de coordination. Un gaspillage parfois tacitement approuvé par le patient angoissé, il faut bien l'admettre. Plus de concurrence éliminerait-il, comme par enchantement, ce coulage?

Nous pouvons observer maintenant déjà les effets de la concurrence entre les caisses: une chasse effrénée aux bons assurés, ceux

qui présentent le moins de risques, et des techniques subtiles de dissuasion à l'égard des cas lourds; des campagnes publicitaires qui ne contribuent en rien à l'information du public. Le niveau des primes ne dépend pas tant de la qualité de gestion des sociétés d'assurance que de la structure sanitaire de leurs assurés. Ce n'est pas un hasard si les caisses qui bénéficient d'une structure favorable - jeunes, faible proportion de malades chroniques par exemple - s'opposent farouchement à une réforme de la compensation des risques qui refléterait mieux la structure réelle de la population assurée de chaque caisse.

Et la concurrence entre soignants que permettrait la suppression de l'obligation faite aux caisses de contracter? Cette solution présuppose que les caisses agissent en tant que représentantes des intérêts des assurés. Or rien n'est moins sûr. Les sociétés d'assurance ont à défendre leur propre intérêt, par exemple abaisser le coût des prestations indépendamment de leur qualité. Dans ce marché où s'affronteraient prestataires de soins et caisses, le patient, en déficit d'information, serait bien démuni.

suite de l'article de Jean-Daniel Delley en page 2

Sommaire

Le Conseil fédéral décide de ne pas décider l'avenir des relations avec l'UE.

page 2

Moratoire sur les OGM: les pour et les contre s'affichent sur le premier forum de *domainepublic.ch*

page 3

Le *Matin Bleu*, le dernier des gratuits.

page 4

Un livre raconte l'immigration des Tessinois au Jura bernois. Les boîtes à penser prolifèrent à droite.

page 5

L'invitée de DP s'exprime sur le financement des soins.

page 6

«Sauver Lavaux»: radiographie d'un vote inutile.

page 7

OGM

L'enjeu du moratoire, ce n'est ni le salut du tiers-monde, ni la sauvegarde de l'agriculture suisse. C'est la possibilité ou non de développer la recherche scientifique helvétique, de mieux connaître les avantages et les risques du génie génétique.

Édito en page 3

Quand le Conseil fédéral refuse d'exercer sa compétence première

Muet sur l'avenir des relations avec l'Union européenne, le Conseil fédéral se contente de commander un rapport évaluant les pour et les contre de toutes les options possibles.

Ce fut sans surprise. Car personne ne croyait sérieusement que le Conseil fédéral allait retirer du tiroir bruxellois où elle dort la lettre demandant l'ouverture d'une négociation sur l'adhésion.

Attendez 2006 quand le rapport que rédigera le Bureau de l'intégration analysera toutes les options! Ce qui signifie que le Conseil fédéral va publier un document qui sera sans parti pris. Pour chaque option, avantages et inconvénients seront mis en balance. Le Parlement recevra un dossier de débat, un outil de discussion.

Or sur un tel sujet, de portée historique, on serait en droit d'attendre une décision du gouvernement. Au terme de l'analyse, quel est son choix? Comment pondère-t-il chaque donnée? Il est illusoire de laisser croire que l'analyse peut à elle seule, en

toute objectivité, conduire à la solution; ce serait la négation même de la politique, qui n'est pas un pilotage automatique, mais une conduite, un style, une prise de risque.

Si, au terme de son rapport sur nos relations avec l'Union européenne, le Conseil fédéral ne définissait pas sa politique, ce serait une démission.

Rappelons que deux initiatives populaires voulaient forcer la main du Conseil fédéral. L'une pour l'obliger à négocier l'adhésion, l'autre pour soumettre à l'approbation du peuple toute demande en ce sens. Le Conseil fédéral, proposant le rejet de ces initiatives, a rappelé, haut et fort, que c'est lui qui constitutionnellement avait la compétence de conduire la politique extérieure. Deux fois le peuple lui a donné raison. Et voilà qu'au moment décisif, celui du choix,

il n'aurait plus d'avis! Il produirait un rapport et s'en soumettrait au Parlement. Ce n'est pas acceptable.

Certes, on ne peut rien attendre du Conseil fédéral dans sa composition actuelle, si ce n'est deux choses. Si le rapport sort en 2006, une année avant les élections, il sera possible, constatant l'impuissance du gouvernement, de renvoyer les arbitrages au corps électoral. Le renouvellement du Parlement serait alors comme une dissolution qui chargerait le peuple de trancher en vue d'une recomposition gouvernementale cohérente. La deuxième exigence est de ne rien entreprendre qui préjuge d'un choix. Or la réforme de la TVA que Hans-Rudolf Merz met en consultation va en sens contraire de la pratique et des exigences européennes. *ag*

Suite de la première page

Assurance maladie

Gouvernement et Parlement peinent à réformer l'assurance maladie. Certes ce dossier est épineux tant les divers intérêts en présence sont tout à la fois considérables et divergents. Mais la potion magique de la concurrence n'opérera pas. Des pistes existent pourtant qui permettraient à la fois d'améliorer la santé publique et d'en contrôler les coûts: en particulier une promotion des réseaux de soins qui garantissent l'efficacité des prestations; un investissement massif dans la prévention; et surtout une réforme du marché du travail, aujourd'hui source de trop nombreux maux physiques et psychiques, tout comme les pollutions atmosphériques et phoniques. *jd*

Fiscalité

Le fédéralisme du fric

Dans le tableau de la force financière des cantons, les jumeaux unterwaldiens forçaient l'attention: Nidwald, classé dans les cantons financièrement riches, et Obwald, pauvre parmi les pauvres. Rien dans la géographie de ces petits demi-cantons étroitement imbriqués, rien dans leur histoire vécue ou mythique, de Winkelried à Nicolas de Flüe, ne pouvait expliquer cette différence de condition et de traitement, si ce n'est le régime fiscal: avantageux à Nidwald, rebutant à Obwald.

Obwald a fini par comprendre. Désormais il sera parmi les plus avantageux de Suisse. Petit territoire sans grand train de vie, l'opération est particulièrement rentable. Et les recettes sont garanties par la ristourne sur l'impôt fiscal direct, cette prime à la concurrence fiscale.

Clause obligatoire

Les cantons qui en raison de leurs charges ne peuvent suivre ce dumping fiscal pourraient proposer et adopter un concordat

introduisant des seuils à la sous-enchère.

Mais rien n'obligerait les cantons abuseurs à y adhérer et, contrairement à ce que nous écrivions sur la base du projet fédéral sur la péréquation financière (DP n°1662), la clause obligatoire ne pourrait pas être demandée. Car le Parlement, en modifiant la Constitution (art. 48a) a expressément limité les domaines où elle s'appliquera. La fiscalité n'en fait pas partie, bien évidemment. On ne peut qu'être frappé par la vigilance déployée pour sauvegarder la capacité des cantons à user et abuser de leur liberté fiscale, poussant la concurrence jusqu'à des extrêmes incompatibles avec la loyauté confédérale. En revanche, la création d'un espace éducatif suisse, donnant à la Confédération, dans un domaine sensible, des compétences fortes a été adopté sans opposition. Mais la concurrence intercantonale est intouchable lorsqu'il s'agit d'argent, d'avantages donnés aux possédants. Le fédéralisme dépérira à n'être que le fédéralisme du fric. *ag*

Entre «psychose collective» et «principe de précaution»

Le premier essai en plein champ a eu lieu sur le nouveau site Internet de DP. Partisans et adversaires de l'initiative réclamant un moratoire sur les OGM coexistent allégrement sur le forum librement accessible à nos abonnés. Petit tour d'horizon de ces dix contributions parallèlement à la prise de position de la rédaction de DP (cf. édito).

Les mathématiques donnent un léger avantage à l'initiative puisque sept contributions sur un total de dix lui sont favorables. Deux arguments reviennent avec insistance chez les défenseurs du moratoire. D'une part, l'agriculture suisse, étiquetée bio, n'aurait aucun intérêt à coexister avec des champs d'OGM: le moratoire constituerait même un sérieux coup de pub pour les produits de nos paysans (Simonetta Sommaruga, PS/BE). D'autre part, les cultures OGM, destinées à l'exportation, auraient clairement failli à leur mission de nourrir le tiers-monde. En acceptant un moratoire, la petite Suisse donnerait un «signal important de ce point de vue» (Bastienne Joerchel, Allianz sud). Derrière la brevetabilité des OGM se dresse le spectre des entreprises multinationales «engagées dans une lutte sans merci» (Gérard Vuffray, Uniterre). Les partisans du moratoire ne croient pas à la possibilité d'une coexistence pacifique entre agriculture biologique et produits génétiquement modifiés: le foehn pourrait se charger de disséminer les OGM! (Grégoire Reboud, Les Verts/VS) La coexistence des deux filières parallèles sécurisées, sur laquelle les expertises scientifiques divergent, serait une «vue de l'esprit, un mirage» (Gérard Vuffray). Enfin, les recherches scientifiques sur les conséquences réelles des OGM sur l'environnement et la santé seraient inexistantes (Isabelle Chevalley, Ecologie libérale; Liliane Chappuis, PS/FR). Au nom du principe

de précaution (Géraldine Savary, PS/VD), mieux vaut interdire provisoirement que prendre un risque que nous ne connaissons pas.

Les adversaires de l'initiative le répètent sur tous les tons. Le moratoire nuirait gravement à la recherche en Suisse. Notre pays risquerait de se trouver hors-jeu dans «la lutte implacable que se livrent les Etats pour la maîtrise des nouvelles technologies» (Yves Christen, PRD/VD). Les premières victimes en seraient les chercheurs et «la facture finale pourrait bien être payée par nos paysans» (Jean-Pierre Zryd, prof. honoraire, Université de Lausanne) qui ne profiteraient pas des éventuelles avancées. Attention à la «psychose collective»: la crainte des OGM serait un «fantasme» (Jacques Neiryck, prof. honoraire, EPFL) d'autant plus confus que nous ingurgitons déjà quotidiennement des quantités d'ADN étranger à nos cellules, patiemment modifié par des générations d'agriculteur. Un moratoire ne ferait que nous enfermer dans le mythe rousseauiste de la Nature éternelle, alors que «ce que le citoyen considère comme la Nature est le pur résultat de la technique» (toujours Jacques Neiryck). On peut aussi être plus terre à terre: les OGM permettraient une diminution significative de l'usage des pesticides sans qu'aucune atteinte à l'environnement ou à la santé n'ait pu être mise en évidence dans les pays où ils sont largement disséminés. Alors, «quels peuvent être les objectifs du moratoire» (Jean-Pierre Zryd)?

Rendez-vous le 27 novembre pour savoir ce qui passera ces cinq prochaines années: «cinq ans, c'est court» écrit la conseillère aux Etats Simonetta Sommaruga. Mais il ne vous reste que trois semaines pour vous forger une opinion sur le moratoire! *ad*

Toutes les contributions et réactions sont accessibles sur la partie réservée aux abonnés de notre site.
www.domainepublic.ch
(Forum).

Edito

Un moratoire en trompe l'œil

Le 27 novembre prochain, s'agit-il vraiment d'une votation qui concerne le peuple suisse? A lire certains des arguments en faveur de l'initiative «pour des aliments produits sans manipulations génétiques», on est en droit d'en douter. Le moratoire de cinq ans sur la culture indigène de végétaux et l'élevage d'animaux génétiquement modifiés devrait préserver les pays du tiers-monde d'une dépendance suicidaire à l'égard de quelques multinationales et les prémunir contre des monocultures dévastatrices pour l'environnement. D'ailleurs, nous dit-on, ce type de production ne résoudra pas le problème de la faim.

Fort bien, mais quel rôle la Suisse joue-t-elle dans cette affaire? Un moratoire helvétique constituerait un signe bienvenu de résistance, affirment ses partisans. C'est accorder beaucoup d'importance à notre pays. Et dès lors qu'il s'agit de résister, les tenants du moratoire ne visent-ils pas en réalité une interdiction pure et simple?

Les arguments «internes» ne sont pas plus convaincants. L'agriculture helvétique, prédisent les partisans du moratoire, ne résisterait pas aux risques liés à ce type de culture: coûts de production élevés, difficultés d'écoulement puisque les consommateurs suisses ne goûtent pas ce genre de produits, notamment. Mais alors quel paysan voudra se lancer, incapable qu'il sera de concurrencer le maïs américain ou argentin, et de plus boudé par le consommateur suisse? Et même s'il s'en trouvait un pour tenter l'expérience, il devrait passer sous les fourches caudines de la loi sur le génie génétique: octroi d'une autorisation conditionnée par des essais préalables et concluants en laboratoire et sur le terrain.

Même si elle n'interdit pas les recherches, l'initiative constitue un sérieux danger pour la poursuite du travail scientifique en génie génétique. L'Union européenne en a fait l'expérience, qui a vu s'exiler nombre de ses chercheurs à la suite du moratoire décrété par Bruxelles, et maintenant aboli. Or la Suisse possède des atouts certains dans ce domaine, dans la recherche fondamentale comme appliquée. L'enjeu du moratoire, ce n'est ni le salut du tiers-monde, ni la sauvegarde de l'agriculture suisse. C'est la possibilité ou non de développer la recherche scientifique helvétique, de mieux connaître les avantages et les risques du génie génétique. C'est le choix entre la promotion sous contrôle de la connaissance ou le repli timoré dicté par des fantasmes. *jd*

Le jour se lève sur *Le Matin Bleu*

Premier numéro du *Matin bleu*, le quotidien gratuit d'Edipresse. Mise en page pimpante, graphisme impeccable, le produit est incontestablement séduisant. Avouons que l'on ne s'attendait pas à y trouver des papiers sur Karl Rowe, l'un des hommes de l'ombre de George Bush, le commerce équitable des chaussures de sport ou la situation de la recherche en Suisse, toujours très brefs, mais avec un sens évident de la synthèse. Bien sûr il faudra juger sur la distance.

Edipresse le dit explicitement sur le site Internet du *Matin bleu*, ce produit s'adres-

se à des lecteurs «jeunes, urbains et branchés» de 15 à 35 ans qui «lisent peu ou pas les quotidiens». Si *Le Matin bleu* donne envie à des non-lecteurs de se diriger ensuite vers une presse plus exigeante, ce journal gratuit pourra en effet être considéré comme une belle réussite. Mais il faudra plusieurs années pour vérifier cette assertion, sans compter la bataille qui s'annonce au printemps 2006 contre *20 minutes* et qui laissera sans doute l'un des deux sur le carreau.

Si ce journal doit être lu par ceux qui ne lisaient pas, alors

il faut enseigner le respect des sources. C'est le gros point noir des premiers numéros. Les articles ne sont pas signés. Ce journal, fait essentiellement à l'aide de dépêches d'agences retravaillées ou non, n'en mentionne même pas la provenance. On s'attend à voir les petites indications habituelles: ATS, AP, Reuters et les autres. Rien. Nous vivons à l'époque de la traçabilité. Vous pouvez remonter à l'éleveur d'où provient votre filet de bœuf. Indiquer la source d'une information ne garantit pas sa véracité bien sûr, mais elle donne au lecteur la garantie que le jour-

naliste n'a pas carrément inventé ce qu'il choisit d'éditer.

Publier une information sans indication de provenance accrédite l'idée, déjà trop répandue sur Internet que tout se vaut et qu'il est inutile de hiérarchiser et de démêler le vrai du faux. Il est vrai que lorsque se côtoient dans la même page les attentats de Delhi, les manifestations en Côte-d'Ivoire et une accusation de plagiat contre le *Da Vinci Code*, on peut nourrir quelques craintes. Nous préférons croire pour l'instant que ce ne sont que péchés de jeunesse. jg

Presse

Journaux gratuits depuis longtemps

Le Matin bleu est le premier quotidien gratuit en Suisse romande. *20 Minuten*, avec un titre traduit, lui disputera peut-être des lecteurs. Il en a déjà conquis beaucoup avec ses cinq éditions locales. Il s'est imposé en 2002 contre son concurrent *Metropol* qui avait été le premier à se lancer sur le marché suisse. Mais la presse gratuite est plus que centenaire dans notre pays. Nous en voulons comme preuve l'enquête de 1972 de la Commission suisse des cartels sur «les feuilles d'annonces gratuites»*.

Les éditeurs de journaux ne les aimaient pas mais en toléraient certaines, notamment lorsqu'il s'agissait de feuilles officielles (canton de Berne, par exemple) ou de feuilles qui entretenaient des rapports importants avec des éditeurs affiliés à la convention de boycott des journaux gratuits liant imprimeurs et éditeurs. Sinon, c'était la guerre. A Genève, les éditeurs de *GHI* (*Genève Home Informations*) ne l'oublent pas puisque c'est grâce à l'imprimerie d'extrême gauche COOPI qu'ils ont lancé leur journal.

Dans les années septante, il existait trois quotidiens gratuits: à Berne (*Anzeiger*), journal officiel sans information rédactionnelle, à Bâle (*Baslerstab*) et à Zurich (*Tagblatt*). Actuellement le quotidien officiel bernois ne paraît plus que trois fois par semaine, les deux autres continuent d'exister mais dans des versions adaptées à la présence de *20 Minuten*.

L'arrivée du *Matin bleu*, et peut-être d'autres quotidiens gratuits, ne modifie donc pas la situation. Pascal Décaillet, journaliste à la RSR et animateur de *Forums*, intitule même sa chronique dans *Choisir* d'octobre 2005 (revue fondée en 1959 par un groupe de jésuites désireux de doter la Suisse romande d'une revue culturelle d'inspiration chrétienne): «Des journaux gratuits? Tant mieux!» Il justifie son point de vue en invitant les journalistes de la presse payante à redécouvrir l'art d'écrire et de commenter. cfp

*Publications de la Commission suisse des cartels. Cahier 3/4 1972.

Les abonnés à la version papier de *DP* peuvent bénéficier gratuitement des avantages offerts par notre nouveau site Internet en nous communiquant leur adresse électronique. (administration@domainepublic.ch) Ils recevront ensuite un mot de passe personnel.

IMPRESSUM

Rédacteur responsable:
Jacques Guyaz (jg)

Rédaction:
Marco Danesi (md)

Ont collaboré à ce numéro:
Jean-Daniel Delley (jd)
Alex Dépraz (ad)
André Gavillet (ag)
Albert Tille (at)
C.-F. Pochon (cfp)

Forum:
Mireille Dubois

Responsable administrative:
Anne Caldwell

Impression:
Imprimerie du Journal de Sainte-Croix

Administration, rédaction:
Saint-Pierre 1, cp 5863, 1002 Lausanne
Téléphone: 021 312 69 10

E-mail:
redaction@domainepublic.ch
administration@domainepublic.ch

www.domainepublic.ch

Des Tessinois étrangers au Jura bernois

Ils traversaient le Saint-Gothard. Puis ils descendaient la vallée de la Reuss jusqu'au lac des Quatre cantons. La majorité s'arrêtait à Zurich et Berne. D'autres, à pied, en train, en car, continuaient jusqu'à Bienne et Grange, avant de remonter les gorges de la Suze ou d'enjamber le Grenchenberg. Moutier, Saint-Imier, Tavannes, Tramelan ponctuent la géographie de l'immigration tessinoise dans le Jura sud pendant un siècle, entre 1870 et 1970. Laurence Marti en raconte l'histoire dans *Etrangers dans leur propre pays*, livre publié avec le concours de Mémoires d'ici, le centre de recherche et documentation du Jura bernois.

Les paroles des vieux survivants ou des enfants des migrants arrachent les souvenirs à l'oubli. Elles évoquent par bribes et fragments les milliers de vies bouleversées par le déménagement saisonnier ou l'abandon définitif du pays natal. Les récits revivent l'arrivée dans des contrées inconnues, l'apprentissage d'une nouvelle langue, la rencontre avec d'autres Suisses, la nostalgie de la maison, le va-et-vient incessant au risque du nomadisme. Laurence Marti fait l'inventaire d'une transhumance à la fois improvisée entre parents et arrangée par les patrons en quête de main-d'œuvre. Elle brosse l'étonnement des migrants à la vue des paysages enneigés et des habitants tout aussi surpris face à d'autres confédérés dont ils ignorent tout. Finalement, elle détaille la naissance et le rôle des associations de Tessinois, notamment de Pro Ticino, véritable appareil de guerre au service de l'identité du canton, de sa promotion touristique et économique et, plus récemment, porte-voix de la minorité italienne en Suisse.

Etrangers dans leur propre pays, saisit la physionomie du mouvement migratoire. D'abord, il épouse le rythme saisonnier de l'agriculture et du bâtiment délaissés par les Juras siens enrôlés dans l'horlogerie et l'industrie des machines. Ensuite il devient sédentaire afin de répondre à la

demande croissante du secteur mécanique en expansion. Finalement, il se fait entreprenant quand il crée de petites entreprises qui fournissent à leur tour du travail aux compatriotes. Si l'espoir d'une existence meilleure semble prépondérant, le besoin d'émancipation, notamment des femmes, malgré un contrôle social policier, pousse également au départ. Le livre met en lumière l'étrange jeu de cache-cache entre les Tessinois, pourchassant des revenus plus élevés et les Italiens qui les remplacent à bon compte dans l'exploitation des fermes confiées à la famille restée sur place. Et surtout, il observe le dédoublement inévitable qui s'empare des immigrés, tour à tour tessinois et jurassiens, hybrides qui errent entre le lac de Bienne et le Malcantone.

En même temps, Laurence Marti sait reconnaître la richesse et la diversité des destinées que les témoins lui ont confiées. Les individus échappent à l'anonymat des grands nombres. Du coup, l'immigration retrouve l'humanité bariolée et exceptionnelle qui ne se réduit jamais à une statistique ou à une généralité passe-partout. On découvre alors qu'une partie de cartes importe autant que la défense du patrimoine. Que chanter dans un chœur vaut toute la rhétorique de l'appartenance régionale. Que l'on quitte sa vallée natale pour se débarrasser d'une famille étouffante et non seulement pour gagner davantage d'argent. Que l'intégration se conjugue toujours au pluriel, selon des parcours personnels, en dépit des structures et des filières organisées. *md*

Laurence Marti, *Etrangers dans leur propre pays. L'immigration tessinoise dans le Jura bernois entre 1870 et 1970*.

Editions Alphil, Neuchâtel, 2005.

www.alphil.ch

www.m-ici.ch

Proposer des solutions, souvent inconsistantes malgré le vernis scientifique aux grandes questions d'actualité, voilà le but des clubs de réflexion de marque libérale qui se disent indépendants des partis et des groupes d'intérêts.

Boîtes à idées reçues

La deuxième foire aux idées s'est tenue la semaine passée à Zurich. Organisée par les «think tanks» helvétiques d'obédience libérale, elle vise à faire connaître ces boîtes à idées. Observant que le public n'accorde qu'une confiance limitée à un personnel politique peu innovateur, ces organisations proposent des solutions nouvelles aux grands problèmes sociétaux du moment et cherchent à créer un climat intellectuel propice aux réformes indispensables au développement de l'idéologie libérale. Sans but lucratif, elles se déclarent indépendantes des partis et des groupes d'intérêt et ambitionnent de briser le monopole des «experts officiels d'Etat», professeurs et spécialistes au service des intérêts organisés.

Les «think tanks» prétendent procéder à une analyse approfondie des faits pour étayer leurs propositions de réforme. Pourtant le vernis scientifique se révèle bien fragile. Nous avons évoqué dans ces colonnes les études d'*Avenir Suisse* sur le droit de recours des organisations de défense de l'environnement (DP n°1577 et 1608). Ces travaux venaient en appui des nombreuses attaques parlementaires contre ce droit, mais souffraient d'importantes lacunes méthodologiques: des pamphlets plutôt qu'un regard froid et documenté. De plus, nombre de travaux de la principale boîte à idées helvétique souffrent d'une vision étroitement économique, négligeant les dimensions politique, culturelle et sociale des questions traitées. L'étude sur la structure fédérale de la Suisse est à cet égard caricaturale (DP n°1636): il ne suffit pas de redessiner la carte du pays pour convaincre de la nécessité de simplifier le fédéralisme. Fréquemment provocatrices, les propositions d'*Avenir Suisse* rencontrent certes un écho médiatique, mais n'influencent guère les décisions politiques.

A gauche en revanche, le terrain de la cogitation engagée est presque désert. Le tout récent «Netzwerk» reste encore bien timide. Créé fin 2003, il vient de faire sa première apparition publique avec des propositions pour un système de santé efficace et solidaire. *jd*

Entre le *Liberales Institut* et *Denknetz*, retrouvez dans le numéro en ligne sur www.domainepublic.ch un inventaire des principaux clubs de réflexion en Suisse et en Europe.

Le remboursement intégral des frais de soins pour les personnes âgées a vécu. Un financement différencié semble plus acceptable. Au Parlement d'en définir les modalités.

Financement des soins: quelles répercussions?

Mireille Dubois

Association des services d'aide et de soins à domicile

Depuis plusieurs années, la LAMal et ses révisions suscitent réactions et propositions de solution. Comme contribuable, assuré, malade (potentiel) et parfois salarié, chacun est, selon les moments de sa vie, tenté de privilégier l'un ou l'autre aspect financier. Des décisions politiques parfois contradictoires traduisent ces préoccupations. En effet, comment réduire les coûts tout en gardant places de travail, prestations de qualité et soutien aux personnes en difficulté financière?

Retraite ne rime pas avec maladie

Les soins, au sens de la LAMal, recouvrent les prestations non hospitalières effectuées sur délégation médicale en établissement médico-social (EMS), en unité de réadaptation et à domicile. En 2004, cela représente pour les assureurs 10% des coûts par assuré (EMS: 7.5%; domicile: 1.7%; réadaptation: 0.6%). L'augmentation des coûts ne peut être niée, mais n'est pas due à une «consommation» effrénée des assurés. La complexification des situations, la professionnalisation des services (exigée, à juste titre, par les assureurs et les pouvoirs publics), l'adaptation nécessaire des salaires, le transfert des hôpitaux vers le secteur des soins en sont les raisons principales.

Souvent, le secteur des soins est perçu comme concernant uniquement les personnes de plus de 65 ans, comme si retraite équivalait à maladie chronique et dépendance. Le risque de maladie croît avec l'âge, mais évitons les simplifications périmées sur le vieillissement engendrant des solutions inadéquates. Près de 90% des 65-79 ans et environ 60% des plus de 84 ans vivent sans aide institutionnelle. De plus, contrairement à l'idée répandue, l'Aide et soins à domicile (ASD) ne se substitue pas à l'entourage, mais le soutient afin de retarder ou d'éviter le placement en EMS.

Des tarifs gelés

La prise en charge des personnes âgées ressurgit régulièrement lors de débats aux Chambres fédérales. Ce sujet a pris une acuité particulière après l'entrée en vigueur de la LAMal qui prévoit une couverture totale des frais de soins. Cela s'est traduit par une législation limitant tarifs et nombre d'heures remboursées, ainsi que des refus de prestations par des assureurs qui ont obligé le Tribunal fédéral ou le Conseil fédéral à trancher. Suite à l'échec de la 2ème révision de la LAMal et à l'arrêt des travaux en vue de la 3ème qui incluait le financement des soins, une nouvelle étape a été franchie lorsque tant les EMS que les organisations ASD ont pu, par leur comptabilité, prouver le coût de leurs prestations de soins. Cette condition légale remplie permet d'aller au-delà des tarifs cadre, qui ont été alors gelés jusqu'à fin 2006, l'entrée en vigueur de la nouvelle législation étant prévue pour 2007. La procédure parlementaire retardée laisse envisager que le gel des tarifs sera prorogé.

Dès 2003, les fournisseurs de prestations de soins* ont réalisé que le remboursement intégral des frais de soins selon la LAMal était politiquement mort et que s'y raccrocher équivalait à un auto-goal. Pour cette raison, ils ont proposé un modèle de financement dont les objectifs sont:

- fixation de la répartition des coûts afin de limiter la participation financière des patients et éviter un transfert caché sur les ménages (actuellement: obligation LAMal de ne pas reporter le déficit sur les patients, qui est couvert par les pouvoirs publics),
- lieu de soins déterminé pour des raisons médicales et de sécurité et non pour cause financière,
- meilleure coordination des assurances sociales existantes,
- garantie du taux de couverture LAMal (actuellement: 50 à 60%, franchise et quote-part incluses).

Ce modèle propose un financement selon la durée de prise en charge:

- domicile, 1ère année: 100% par la LAMal,
- domicile 2ème année, EMS (déjà dès la 1ère année): 60% par la LAMal, 20% maximum par les patients pouvant bénéficier des prestations complémentaires (AVS, AI), le solde par les pouvoirs publics; pour une faible minorité des patients n'ayant droit ni à l'AVS, ni à l'AI: la LAMal doit couvrir à 100%.

Malgré le pourcentage relativement élevé pour les patients dès la 2ème année, ce modèle est soutenu par plusieurs organisations de retraités, de handicapés et de patients car il fixe la part maximale des bénéficiaires de soins.

Des décisions techniques avec des conséquences politiques

D'autres modèles ont été élaborés avec un financement différencié selon les prestations (Confédération) ou selon les institutions, EMS ou domicile (Conférence suisse des directrices et directeurs cantonaux de la santé), ou une assurance complémentaire obligatoire dès 50 ans (des assureurs). Excepté la dernière, ces propositions sont actuellement étudiées par la commission ad hoc du Conseil des Etats.

Concrètement, il s'agit de décider qui paiera la facture et quelles en seront les incidences sociales et politiques. En se prononçant sur des aspects techniques comme l'inscription du montant LAMal dans la loi ou dans l'ordonnance (contrôle politique ou délégation au Département de l'intérieur), en pour cent ou en francs (augmentation des coûts répartie ou transférée sur les ménages et/ou sur les cantons/communes), la part sous contrôle LAMal (report possible ou non sur les patients), les parlementaires se détermineront sur l'importance de la responsabilité sociale et individuelle de l'augmentation du risque maladie avec l'âge.

* Association suisse des infirmières et des infirmiers, Association suisse des services d'aide et de soins à domicile, Forum helvétique pour l'accueil prolongé des personnes âgées (représenté par CURAVIVA - Association des homes et institutions sociales suisses et H+ Les Hôpitaux de Suisse).

Les opinions exprimées par l'auteur n'engagent pas la rédaction de DP. Chapeau et sous-titres sont de la rédaction.

Bonnet blanc, blanc bonnet

Le peuple vaudois dira certainement oui à la deuxième initiative de Franz Weber pour «Sauver Lavaux». Personne n'ose faire campagne contre ce texte strictement inutile.

Le coteau du Lavaux est glorieux dans la lumière de l'été indien. Il mérite d'être reconnu par l'UNESCO comme patrimoine de l'humanité. Par sa première initiative acceptée en 1977, Franz Weber a sauvé ce site de l'envahissement immobilier. Les Vaudois ont une sincère reconnaissance pour ce Bâlois qui, mieux qu'eux, a su protéger leur patrimoine. C'est pourquoi ils sont prêts à lui pardonner tous ses excès et ses fausses colères. Y compris à dire oui le 27 novembre prochain à une nouvelle initiative Weber qui ne sert à rien. Choisir entre bonnet blanc et blanc bonnet, c'est l'histoire à la Ouin-Ouin, millésime 2005. Une toute bonne année!

Quelques explications s'imposent pour que les étrangers au canton comprennent et apprécient cette vaudoiserie. Tout commence avec la révision totale de la Constitution. Le nouveau texte du 14 avril 2003 introduit un certain nombre de nouveautés. Mais il apporte aussi une mise en ordre juridique: les principes généraux sont inscrits dans la Constitution, les cas particuliers dans la loi. La protection du site de Lavaux, comme celui de la Venoge, figuraient nommément dans l'ancienne Constitution. Le texte de 2003 consacre un long article à la protection du patrimoine qui n'existait pas dans l'ancien texte. C'est un progrès. La sauvegarde n'est pas limitée à

deux sites. Une disposition spéciale garantit que le passage de l'ancien au nouveau système se fasse sans accroc. Lavaux sera donc protégé par la loi. Il n'est pas menacé. Tout affaiblissement serait politiquement suicidaire. Il serait d'ailleurs immédiatement contesté par référendum.

La loi et l'imaginaire

Cependant, Franz Weber voit rouge. Son chef-d'œuvre est dénaturé. Lavaux disparaît de la Constitution. Pour lui, le lobby de la spéculation immobilière est parvenu à séduire les constituants. Il lance une nouvelle initiative pour réparer l'outrage. Le succès est facile. Il récolte rapidement 18 000 signatures alors que

12 000 auraient été suffisantes. Le Grand Conseil, qui doit se prononcer, flaire l'embrouille. L'initiative est inutile, mais le parlement recommande néanmoins de l'accepter. Il serait politiquement dangereux de combattre un texte qui parle à l'imaginaire en avançant des arguments d'esthétisme juridique. Le gouvernement ne va pas si loin. Courageux, mais pas téméraire, il reste opposé à l'initiative. Il ne fera cependant rien contre elle.

Le vote du 27 novembre est sans enjeu. Heureusement sans frais non plus. Le peuple doit se prononcer sur quatre objets cantonaux et deux fédéraux. Sauver Lavaux ne coûtera qu'une croix supplémentaire sur un bulletin de vote. *at*

Un temps de réflexion plutôt coûteux

La Commission du Conseil national qui examine en priorité la cinquième révision de l'assurance invalidité a décidé d'approfondir son étude (ou de prolonger son irrésolution). Cette prolongation d'examen (ou cette hésitation) a un coût. Faute de ressources, le déficit de l'assurance augmente de plus d'un milliard par année. Et l'approfondissement que souhaite la commission (ou son refus de sauter l'obstacle) sera d'une année, donc de 1,5 milliard. Quand on sait avec quel zèle le Parlement exige des économies, avec quelle ardeur il en propose à tout va, on peut s'étonner de sa désinvolture (ou de sa prudence préélectorale) à prendre son temps qui est de l'argent chèrement compté. Soit plus de cent millions par mois. *ag*

«Sauver Lavaux» avant et après

Ancienne Constitution

Art. 6bis

La région de Lavaux, de la Lutrive à Corsier est déclarée site protégé. La loi détermine l'exécution de cette disposition.

Art. 6ter

Le cours et les abords de la Venoge sont protégés.

Nouvelle Constitution

Art. 52

L'Etat conserve, protège, enrichit et promeut le patrimoine naturel et culturel.

...

La loi définit les zones et régions protégées.

Disposition transitoire art. 179

Les art. 6 bis et 6 ter de la Constitution de 1885 protégeant les sites de Lavaux et de la Venoge demeurent en vigueur tant qu'ils n'ont pas été convertis en normes légales.

L'eau du siècle

La source de la Broye coule depuis cent ans dans les bouteilles rouges, vertes et bleues d'Henniez. Histoire d'une entreprise familiale vraiment suisse.

Les drapeaux de tous les cantons flottent au vent de la Broye. Patrimoine national, l'usine blanc-bleu-rouge d'Henniez occupe la plaine depuis cent ans. Carrée, rassurante, à quelques pas de la route de Berne. Indifférente à l'ébullition joyeuse de la source, au coeur d'un bois planté pour en protéger les qualités naturelles. C'est un Romain, Hennius, qui découvre le jaillissement sur son domaine cinquante ans après Jésus-Christ. La fraîcheur éternelle de l'eau, neuf degrés par tous les temps, séduit immédiatement les empereurs et leurs cours. Vespasien aurait pris un bain d'Henniez à Avenches où les aqueducs déversaient les flots de la «bonne fontaine». Mais avec la chute de l'empire, les thermes s'assèchent.

Santé et bavardage

Les bains renaissent au XVII^e siècle. Un médecin indigène, Pierre-François Chauvet, bâtit un hôtel qui attire les seigneurs locaux et les citadins fatigués.

Plus tard, à l'époque de la machine à vapeur et de l'urbanisation des masses ouvrières, la science prouve les bienfaits de l'eau d'Henniez. En sept ans elle coule des Préalpes vaudoises et fribourgeoises jusqu'au plateau broyard «parfaitement pure et enrichie de sels minéraux et d'oligo-éléments», soupire la publicité. Un autre docteur, Virgile Borel, directeur de l'établissement depuis 1880, en profite ainsi pour promouvoir la beauté et les vertus thérapeutiques du site. Un verre ou deux calment ou préviennent arthrites, anémies, surmenages et autres troubles intestinaux. La bonne société se retrouve sous les marronniers. Nobles et bourgeois bavardent tranquillement, à l'écart des tentations mondaines et des «névrosés de la nuit», selon une expression du docteur Borel.

Deux sources ennemies

On embouteille l'eau à partir de 1905. Mais c'est encore un médicament vendu en pharmacie. Les Suisses en boivent en tout et pour tout, curistes compris pour se désintoxiquer, deux litres par an (aujourd'hui près de 130). L'étoile d'Henniez, symbole des thermes d'au-

trefois, marque déjà l'enracinement de la société. L'énergie de l'ancien puit rayonne depuis les chaînes de production jusqu'aux consommateurs.

Henri Pahud dirige l'entreprise à partir de 1916 pendant cinquante ans. Henniez, désormais Lithinée, occupe rapidement le marché suisse. Le succès fait des jaloux et déclenche la bagarre. Charles Michaud, vétérinaire et homme d'affaires averti, achète une source voisine au début des années trente. Il lance Henniez Santé et casse les prix. L'opération divise le village en deux - un «Lithinée» ne pouvait épouser une «Santé» - et indispose Henri Pahud jusqu'à sa mort. La bataille des sources s'achève en 1978, après avoir agité les tribunaux du canton. Lithinée s'empare de l'adversaire et crée les Sources Minérales d'Henniez SA sous la direction de la famille Rouge, aux commandes depuis 1968 avec Edgar, neveu d'Henri Pahud.

L'industrie de papa

À la fin de la Deuxième Guerre mondiale, les bains ferment. Tandis que le remède médicinal d'antan envahit les tables du pays. On en boit midi et soir et on se soigne chez soi. Henniez devient un générique, synonyme d'eau minérale au bar et dans les épiceries. Il faut produire davantage et plus vite. Travailler jour et nuit, et même le samedi et le dimanche quand c'est nécessaire, via des horaires flexibles annualisés qui ne scandalisent personne. Comme en 2003 lors de la canicule exceptionnelle qui asphyxie la Suisse pendant l'été.

Peu syndiqués (15% à peine), plutôt fidèles - ils restent 18 ans en moyenne - enfants de la Broye, les ouvriers épousent la marque sans compter. La gestion paternaliste, proche des salariés, vire à la famille. Tout le monde se connaît: patrons et employés (près de trois cent) finissent par se tutoyer. Henniez vit d'une éthique intransigeante, transmise de père en fils. Elle encadre le personnel, tout acquis à la cause de la direction. L'éloge funèbre d'Edgar Rouge fut prononcé par un délégué syndical. Il est vrai que les salaires sont corrects, les compensations tombent régulièrement et la société fournit des logements abordables ainsi qu'une couverture sociale généreuse introduite bien avant l'AVS,

les assurances obligatoires et le deuxième pilier. La première caisse de retraite de l'entreprise date de 1916.

Le gaz au pluriel

La croissance appelle la diversification. Edgar Rouge invente l'eau plate en 1950. Puis une Henniez faiblement gazéifiée en 1974. Le tricolore, rouge, bleu et vert, plaît au pays. Moins à l'étranger. Les tentatives d'exportation n'ont jamais réussi, alors que le chiffre d'affaires cartonne en Suisse. Il varie entre 160 et 180 millions de francs. Dopé également par les jus de fruits Granini depuis 1977. Une politique ciblée de fusions et d'alliances élargit l'offre des boissons en catalogue. Les uns après les autres, Cristalp, Hohes C, Virgin Cola et Virgin Ice Tea tombent dans le giron des Rouge.

Dans les années huitante, le PET sonne l'heure du recyclage. L'écologie reprend l'esprit salu- tiste des débuts, renouvelant l'image d'une marque à la fois centenaire et contemporaine. Swissair saute sur l'occasion: elle remplace le verre trop lourd et peut transporter un passager de plus dans ses avions.

Edgar passe le témoin à sa progéniture en 2000. Pascal et Nicolas, malgré la malédiction qui plane sur la troisième génération statistiquement vouée à la faillite, assurent le renouveau dans la continuité, en commençant par des bouteilles aux formes rajeunies et des mélanges légèrement aromatisés. Avec 62 pour cent des actions, la famille tient à son indépendance et à sa rapidité d'action. Car la concurrence est assoiffée: Coca-Cola, Nestlé et Danone menacent quotidiennement Henniez. Frustrée à l'étranger, la marque reste le leader en Suisse - 17% des parts du marché des eaux minérales - mais toujours en sursis. *md*

Article réalisé à partir des documents fournis par Henniez SA et des articles parus dans *Le Temps* (11 février 2002 et 29 septembre 2005), *La Liberté* (27 avril 2005) et *L'Événement syndical* (7 septembre 2005).